

RAPPORT N° 2022/4-12
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022

OBJET : CONFORTEMENT D'UN TALUS ABRUPT RUE DU 20 DECEMBRE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS EUROPEENNES AU TITRE DE L'ACTION 10.2.10 « RESILIENCE DU RESEAU ROUTIER » - PROGRAMME DE RELANCE EUROPEEN REACT UE-FEDER 2014/2020 ET VALIDATION DU FINANCEMENT

- Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR –

La CINOR est compétente en matière de gestion des eaux pluviales urbaines depuis 2020. A ce titre, elle doit entretenir le patrimoine transféré, voire d'améliorer ce dernier lorsqu'il est nécessaire.

Le canal urbain est un ouvrage hydraulique qui permet l'évacuation des eaux pluviales des quartiers amont et d'une partie du centre-ville de Sainte-Suzanne. Un glissement de terrain a emporté une demi-chaussée sur une dizaine de mètres de longueur et a laissé en suspens au-dessus du vide le dalot laissant des talus nus dont la stabilité n'est pas assurée.

Les travaux envisagés ont pour objectif d'éviter un nouveau recul du talus en empêchant l'amplification du phénomène et de stabiliser l'exutoire existant.

L'emprise des travaux se situent en partie sur le domaine public de l'Etat (Domaine Public Maritime) et en partie sur une voirie d'intérêt communautaire (rue du 20 décembre).

Plan de financement

Ce genre d'équipement est éligible financièrement :

- Au titre de l'action 10.2.10 « Résilience du réseau routier » du POE-FEDER 2014-2020 (Programme de relance REACT UE).

Le coût de l'opération s'élèverait à 82 910,00 €HT.

Le plan de financement prévisionnel serait le suivant :

	Montant HT	Montant TTC	Part Europe	Part CINOR
Dépenses totales éligibles	82 910,00 €	89 957,35 €	74 619,00 €	8 291,00 €
Dépenses éligibles en %			90%	10%

La part d'autofinancement de cette opération par la CINOR s'élève à 8 291,00 €HT, soit 10% du montant total éligible.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le plan de financement prévisionnel de cette opération ;
- M'autoriser à signer tous les actes afférant à cette opération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-12-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N° 2022/4-12
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

**OBJET : CONFORTEMENT D'UN TALUS ABRUPT RUE DU 20 DECEMBRE SUR LA COMMUNE DE
SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS EUROPEENNES AU TITRE
DE L'ACTION 10.2.10 « RESILIENCE DU RESEAU ROUTIER » - PROGRAMME DE RELANCE EUROPEEN
REACT UE-FEDER 2014/2020 ET VALIDATION DU FINANCEMENT**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2020/4-12 du Président ;

**APRES AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1 :

D'approuver le plan de financement prévisionnel de cette opération,

ARTICLE 2 :

D'autoriser le président à signer tous les actes afférant à cette opération.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220915-BC2022-4-12-DE Date de télétransmission : 22/09/2022 Date de réception préfecture : 22/09/2022
--